175^e séance

LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales

Texte adopté par la commission – n° 3887

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE ET DE LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES ET À LA PROGRAMMATION FINANCIÈRE

Article 1^{er} A (nouveau)

- ① La politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales a pour objectifs principaux l'éradication de la pauvreté dans toutes ses dimensions, la protection des biens publics mondiaux, la lutte contre les inégalités, la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, la protection de la planète, la promotion des droits humains, le renforcement de l'État de droit et de la démocratie et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle contribue à construire et assurer la paix et la sécurité en complément de l'action diplomatique et militaire de la France. Elle est un pilier de sa politique étrangère.
- ② La politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales est fondée sur un dialogue politique global équilibré et approfondi et régulièrement évalué avec les pays partenaires auxquels sont associés les représentants des sociétés civiles dans toute ses diversités, dont les jeunesses. Elle s'aligne sur les stratégies de développement adoptées par les pays, définies par les gouvernements nationaux en consultation avec les parlements des États partenaires.
- ③ La politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales veille à assurer la continuité entre les phases d'urgence, de reconstruction et de développement. L'action humanitaire, qui vise à secourir les populations vulnérables, s'inscrit pleinement dans la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales.
- ④ La politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales respecte et promeut les principes et les normes internationaux, notamment en

matière de droits humains, de droit international humanitaire et de réalisation des objectifs de développement durable inscrits au programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté le 25 septembre 2015 par l'Assemblée générale des Nations unies, de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 et du programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement agréé par les Nations unies en 2015.

Amendement n° 488 présenté par M. Potier, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Hutin et M. Jérôme Lambert.

À la première phrase de l'alinéa 1, après le mot :

« a »

insérer les mots :

« , en cohérence avec les autres politiques publiques de la France, »

Amendement n° 34 présenté par M. Orphelin, M. Julien-Laferrière, Mme Batho, Mme Cariou, M. Chiche, Mme Gaillot, M. Taché et M. Villani.

À la première phrase de l'alinéa 1, substituer aux mots :

« objectifs principaux »

les mots

« seuls objectifs ».

Amendement n° 42 présenté par Mme Ménard.

À la première phrase de l'alinéa 1, substituer aux mots :

« l'éradication de »,

les mots :

« la lutte contre ».

Annexes

ENGAGEMENTS DE LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE

Le Gouvernement a engagé la procédure accélérée sur la proposition de loi de Mme Annie Vidal et plusieurs de ses collègues visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs (n° 3807).

Le Gouvernement a engagé la procédure accélérée sur la proposition de loi de Mme Céline Calvez et plusieurs de ses collègues visant à démocratiser le sport en France (n° 3808).

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 février 2021, de M. le Premier ministre, un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1496 du 2 décembre 2020 relative à la centralisation des disponibilités de certains organismes au Trésor.

Ce projet de loi, n° 3892, est renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI CONSTITUTIONNELLE

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 février 2021, de Mme Marie-George Buffet et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire la langue des signes française dans la Constitution.

Cette proposition de loi constitutionnelle, n° 3895, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 février 2021, de M. Jean Lassalle, une proposition de loi constitutionnelle relative à la reconnaissance du vote blanc pour l'élection présidentielle.

Cette proposition de loi constitutionnelle, n° 3896, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 février 2021, transmise par M. le président du Sénat, une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement.

Cette proposition de loi, n° 3889, est renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 février 2021, de Mme Coralie Dubost, un rapport, n° 3891, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 février 2021, de M. Pieyre-Alexandre Anglade, un rapport, n° 3894, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1^{er} de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement (n° 3787).

DÉPÔT D'UN RAPPORT SUR UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 février 2021, de M. Sylvain Waserman, un rapport, n° 3893, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Sylvain Waserman et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale en ce qui concerne l'organisation des travaux parlementaires en période de crise (3798).

DÉPÔT D'UN RAPPORT D'INFORMATION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 février 2021, de Mme Marie-Noëlle Battistel et M. Anthony Cellier, un rapport d'information n° 3890, déposé en application de l'article 145-7 alinéa 1 du règlement, par la commission des affaires économiques sur l'application de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat.